



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
2958-2814**

Numéro 004, Octobre 2023

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
2958-2814**

Numéro 004, Octobre 2023

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN 2958-2814

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN 2958-2814

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :

auré HAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archivesouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel
“(RE)CUEILLIR
LES SAVOIRS”

<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob
 Directeur de publication : MAMADOU Bamba
 Rédacteur en chef : KONE Kiyali
 Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert
 Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
 OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
 LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ouseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,
 ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly
 SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro
 BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I
 N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 M'BRA Kouakou Désiré, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

Comité de Lecture

BATCHANA Esohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 BAKAYOKO Mamadou, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Tiantio, Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Assistante, Université Alassane Ouattara

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>
 E-mail : revueakiri@gmail.com
 Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archivesouvertes.fr/journal/read?id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue *AKIRI* n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES, CIVILISATIONS

Études arabes et islamiques

- 1. Les avantages de la pédagogie coranique dans le cursus scolaire des enfants des daara: le cas du « modèle passerelle » à Touba**
Seydou KHOUMA 1-18

Études germaniques

- 2. Kooperation zwischen Kolonialverwaltung und Missionsgesellschaften im Rahmen der Schulpolitik in Deutsch-Ostafrika von 1891 bis 1912: Divergenzen und Herausforderungen**
Gnénéfolo Brahim SORO 19-36

Lettres Modernes

- 3. La poétique de l'impersonnage ou l'écriture de la marge dans pudeur de José Pliya**
Moussa SIDIBÉ..... 37-46
- 4. Comme des flèches de Koulsy Lamko : un désordre dramaturgique engagé**
Aboudou N'golo SORO & Bio Yaoua ADJOUMANI..... 47-59

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

- 5. Médias locaux et accidents de motos à Korhogo (Côte d'Ivoire) : défis pour une éducation à la sécurité routière**
Mamadou DIARRASSOUBA & Daouda FOFANA..... 60-78
- 6. Enjeux et défis de la formation en photojournalisme au Burkina Faso**
Taïrou BANGRE & Aïcha Tamboura-Diawara 79-86

Sciences de l'art et du patrimoine

- 7. Dimensions touristique et économique des collections muséales en Côte d'Ivoire**
Serge Arnaud GBOLA 87-102

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Géographie

- 8. San Pedro (sud-ouest Côte d'Ivoire), une ville aux conditions géomorphologiques à risque d'inondation**
David Yao KOUASSI, Alain Atchiman KONE & Kan Emile KOFFI 103-120
- 9. Adaptation des productions agricoles face au changement climatique dans la commune rurale de Mandé au Mali**
Diakaridia SIDIBE, Tenemaka SANOGO & Boukary AYA 121-137

- 10. Évolution démographique et menace de la conservation de la réserve de LAMTO (Centre de la Côte d'Ivoire)**
Ahou Suzanne N'GORAN..... 138-153

Histoire

- 11. L'activité commerciale à Tiassalé à l'époque coloniale (1892-1937)**
N'guessan Bernard KOUAMÉ 153-171
- 12. Signes gestuels et leurs significations : le cas des statuets des peuples du jòrò du Burkina Faso**
Adama TOMÉ..... 172-191
- 13. Les Dohoun de Bendêkouassikro 1701 À 1730 : un sous-groupe baoulé oublié dans le peuplement**
Kouassi Roger DJANGO & Mamadou BAMBA..... 192-206
- 14. La délinquance juvénile à Lomé au Togo (1880-2007)**
Ningui Wénessowa MAYEDA 207-224
- 15. L'Église Protestante Évangélique du Burkina Faso face à la problématique de l'inculturation, 1978-2015**
Worondjilé HIEN 225-245
- 16. Le Goly, un masque au cœur du patrimoine culturel wan**
Kouadio Alexandre DJAMALA..... 246-262
- 17. L'abstraction dans la peinture contemporaine burkinabè : de la géométrie à l'amorphie**
Inoussa SALOGO..... 263-278
- 18. Les structures d'organisation des élections en Côte d'Ivoire : entre quête de crédibilité et gestion de contentieux électoraux (1990-2020)**
Hyacinthe Digbeugby BLEY..... 279-290
- 19. Le scoutisme catholique comme vecteur d'éducation morale de la jeunesse en Côte d'Ivoire (1937-2003)**
Kpassigué Gilbert KONE..... 291-305
- 20. La question de l'intégration des Afro-iraniens en Iran (3000 ans av. J.C. - 1997)**
Zana KEWO..... 306-322

Archéologie et préhistoire

- 21. Rites et interdits dans la production céramique d'un peuple endogame : cas des Mangoro de Katiola**
DABLE Paule Edlyne, TOURE Gninin Aïcha & KAZIO Djidjé Jacques..... 323-334
- 22. Éléments de significations de la représentation majeure du cheval dans l'art rupestre du sahel burkinabé**
Yves Pascal Zossin SANOU..... 335-354

23. Protection du patrimoine archéologique impacté par les travaux de construction du barrage hydroélectrique de Singrobo-Ahouaty (Taabo) Timpoko Hélène KABORÉ-KIÉNON, Arouna YEO, Galla Guy Roland TIÉ BI, Lah Louis TUI & Brou Ehivet Senen BLEDOU.....	355-373
24. Le pagne raphia dida (Sud-ouest Côte d'Ivoire) : entre tradition et modernité GOETI Bi Irié Maxime & ETTIEN N'doua Etienne	374-387
25. Archéologie de la métallurgie du fer sur les vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé (800 BC-1600AD) : un bilan des connaissances Adama Harouna ATHIE	388-409
Anthropologie et sociologie	
26. Gestion du patrimoine foncier pour les activités maraîchères en milieu urbain et périurbain de la ville de Ouagadougou (Burkina Faso) YONLI Aminata & ZERBO Roger	410-425
27. Citoyenneté stratifiée : jeu de pouvoir chez les autochtones wan et mona de Côte d'Ivoire TANO A. Bérénice-Carel.....	426-442
28. Femmes et sport de haut niveau en Côte d'Ivoire : cas de l'athlétisme à Abidjan Koffi Roland BINI.....	443-454
29. Itinéraires thérapeutiques des adolescentes pendant la grossesse, l'accouchement et la période post-partum dans cinq régions du Burkina Faso Aïcha TAMBOURA DIAWARA.....	455-468
30. Représentations sociales du bon enseignant et comportements des apprenants pendant l'éducation physique et sportive Moustapha SYLLA & MEITE Zoumana.....	469-487
31. Déterminants de la persistance de l'épidémie de dengue dans le district sanitaire de Cocody-Bingerville Kouakou M'BRA.....	488-506
32. Changement climatique et recompositions socio-agricoles dans la commune rurale de Tounouga (Niger) : un argumentaire sociologique en charge du climato-scepticisme COULIBALY Gninlnan Hervé & KORE Gnandjo Léonce Eric.....	507-519
33. Conflits agriculteurs-éleveurs : Analyse problématique du département de Mankono (Côte d'Ivoire) KAKOU-AGNIMOU Amino Kanou Rébéka	520-537

- 34. Conscience sanitaire et inobservance des mesures hygiéno-diététiques par les seniors suivis au centre antidiabétique d'Abidjan**
 Antoine DROH..... 537-549

Criminologie

- 35. Représentations sociales et trajectoires d'usage de drogues chez les élèves de Guiglo dans l'ouest ivoirien**
 Yao François KOUAKOU..... 550-560

- 36. Précarité des conditions des femmes exerçant dans la transformation artisanale de poissons à San Pedro**
 Bi-Claude Évariste ZAN & Soualiho ALADJI..... 561-578

Philosophie

- 37. Analyse du sursaut du panafricanisme au prisme de l'histoire de la philosophie**
 Arinte TOUKO..... 579-594

Sciences juridiques

- 38. Protection du contractant lésé par le recours aux vices du consentement dans le droit malien**
 Djibril TANGARA 595-612

Sciences agronomiques et vétérinaires

- 39. Facteurs déterminant l'intention à adopter la technique de production du lait de soja au Sud du Bénin**
 Souleymane Aboubacrine MAÏGA, Abdoul Kader SIDIBE,
 Ousmane KONIPO, Barthélemy G. HONFOGA, Martin AGBOTON,
 Femi HOUNNOU & Patrice SEWADE..... 613-634

- 40. De la redynamisation à l'amélioration des volumes d'exportation de la gomme arabique au Mali : état des lieux et perspectives**
 Souleymane Aboubacrine MAÏGA, Ousmane KONIPO, Abdoul Kader SIDIBE,
 Abdoul Kader SIDIBE Amadou dit Amobo WAÏGALO &
 Souleymane KOUYATE..... 635-651

Kooperation zwischen Kolonialverwaltung und Missionsgesellschaften im Rahmen der Schulpolitik in Deutsch-Ostafrika von 1891 bis 1912: Divergenzen und Herausforderungen

Gnénéfola Brahim SORO

*Département d'études germaniques
Université Alassane Ouattara, (Bouaké-Côte d'Ivoire),
gnefolosoro@hotmail.fr*

Zusammenfassung

In den neu erworbenen Gebieten von Deutsch-Ostafrika wurden die deutschen evangelischen Missionsgesellschaften aufgrund ihrer Erfahrungen im Kontakt mit der lokalen Bevölkerung aufgefordert, an der Seite der Kolonialregierung zu arbeiten. So wurde die Schulbildung der evangelischen Mission anvertraut, deren nachgewiesene Expertise die Kolonialarbeit erleichtern würde. Während die Lehrpläne der Missionsschulen auf eine gründliche Ausbildung abzielten, verlangte die Kolonialregierung bei der Umsetzung ihrer Schulpolitik eine Grundausbildung, da sie befürchtete, dass gut ausgebildete Menschen ein Hindernis für die koloniale Arbeit darstellen würden. Doch welche schulpolitischen Herausforderungen lagen den Differenzen zwischen der Mission und der Kolonialregierung zugrunde? Um diese Frage zu klären, haben wir die historische Methode herangezogen, mit dem Ziel, die Herausforderungen der Schulpolitik sowohl für die evangelische Mission als auch für die Kolonialmacht in Deutsch-Ostafrika zu beleuchten. Das Ergebnis war, dass die evangelische Mission autonome christliche Gemeinschaften aufbauen wollte, die in der Lage waren, das Missionswerk fortzuführen, während die Kolonialherren die Bevölkerung in Unwissenheit halten wollten, um sie besser ausbeuten zu können.

Schlüsselwörter: Evangelische Mission, Kolonialregierung, Schulpolitik, gründliche Ausbildung, Herrschaft- und Ausbeutungsinteressen

Coopération entre l'administration coloniale et les sociétés missionnaires dans le cadre de la politique scolaire en Afrique orientale allemande de 1891 à 1912 : divergences et défis

Résumé

Dans les territoires nouvellement acquis d'Afrique orientale allemande, les sociétés missionnaires protestantes allemandes sont convié à travailler aux côtés du gouvernement colonial, en raison des expériences acquises au contact des populations locales. Ainsi, l'éducation scolaire fut confiée à la mission protestante, dont l'expertise avérée faciliterait le travail de colonisation. Dans la mise en œuvre de sa politique scolaire, là où les programmes d'enseignement des écoles missionnaires privilégiaient une formation approfondie, le gouvernement colonial, quant à lui, exigeait une formation élémentaire craignant que les individus bien formés, ne constituent un obstacle à l'œuvre coloniale. Mais au fond, quels sont les défis de la politique scolaire à la base des divergences entre la mission et le gouvernement colonial ? Pour résoudre cette question, nous avons convoqué la méthode historique, l'objectif étant de mettre en lumière les enjeux de la politique scolaire aussi bien pour la mission évangélique que pour le pouvoir colonial d'Afrique orientale allemande. Comme résultat, il ressort que la mission évangélique voulait construire des communautés chrétiennes autonomes capables de pérenniser l'œuvre missionnaire, pendant que les colons voulaient maintenir les populations dans l'ignorance pour mieux les exploiter.

Mots-clés : Mission évangélique, gouvernement colonial, politique scolaire, formation approfondie, intérêts de domination et d'exploitation

Cooperation between the colonial administration and the missionary societies in the context of education policy in German East Africa from 1891 to 1912: differences and challenges

Abstract

In the newly acquired territories of German East Africa, the German Protestant mission societies were called upon to work alongside the colonial government because of their experience in contact with the local population. Thus, school education was entrusted to the Protestant mission, whose proven expertise would facilitate colonial work. While the mission schools' curricula aimed at thorough education, the colonial government demanded basic education when implementing its school policy, fearing that well-educated people would be an obstacle to colonial work. But what school policy challenges underlay the differences between the mission and the colonial government? To address this question, we used the historical method with the aim of shedding light on the challenges of school policy for both the Protestant mission and the colonial power in German East Africa. The result was that the evangelical mission wanted to build autonomous Christian communities capable of carrying on the missionary work, while the colonial rulers wanted to keep the population ignorant so that they could better exploit them.

Keywords: Protestant mission, colonial government, school policy, thorough education, domination and exploitation interests

Einführung

Das Entstehen des Deutschen Reiches 1871 führte zum Erwachen eines Nationalbewusstseins bei den Deutschen und wurde schnell die Grundlage der deutschen Kolonialbewegung, die einige Jahre zuvor begann. Im Bewusstsein seines späten Eintritts in die Kolonialszene und um ihren Rückstand mit den direkten Konkurrenten Frankreich und Großbritannien aufzuholen, verließ sich das Deutsche Reich auf die bereits in Ostafrika aktiven deutschen Missionsgesellschaften¹.

Nach der offiziellen Erwerbung des Schutzgebiets Deutsch-Ostafrika 1884-1885, wandten sich die Kolonialherren an die deutsche evangelische Mission, die ihnen vor Ort als Propaganda diente und damit das Programm von Friedrich Fabri² Dissertation widerspiegelte, wonach die

¹ Die Zeit, in der deutsche, vornehmlich protestantische Missionsgesellschaften erste Missionsstationen auf ostafrikanischem Festland, das in etwa dem des heutigen Tansania entspricht, errichteten, fällt in die Phase des Hochimperialismus dessen zeitlicher Rahmen wenige Jahre vor der Berlin-Kongokonferenz begann und mit Ausbruch des ersten Weltkrieg 1914 endete. (Vgl. H. Majida, 2009: 12).

² Friedrich Fabri, der als Vater der deutschen Kolonialpropaganda gilt, betrachtete die Missionstätigkeit als fruchtbaren Boden für die Kolonialpolitik. Er begründete dies mit dem Beispiel von Kolonialmächten wie Großbritannien, die sich stets auf die Errungenschaften der Mission in ihren Kolonien stützten.

kulturelle Bedeutung der Mission in ihrem Nutzen für die kolonialen Annexionen lag. (F. Fabri, 1879: 249). So sollten die Missionen eine zentrale Rolle bei der kulturellen Entwicklung der Kolonie spielen. Bleibt man bei der christlichen Mission, kommt es vor, dass Mission die wichtigste Form der Religionsvermittlung ist, auch wenn sie seit jeher komplexe Beziehungen zu Bereichen wie Kultur, Politik und Wirtschaft pflegt.

Im Hinblick auf eine schnelle und effiziente Etablierung der deutschen Kolonialherrschaft auf der großen territorialen Einheit Deutsch-Ostafrikas, zu der die deutsche evangelische Mission eingeladen war, zeichnete sich eine offene und fruchtbare Kooperation zwischen den kolonialen Behörden und den deutschen protestantischen Missionsgesellschaften ab. Dabei musste die Rolle der deutschen Kolonialverwaltung und der deutschen protestantischen Missionsgesellschaften für die Entwicklung der Kolonialexpansion des deutschen Reiches von großer Bedeutung sein. Im großen Ehrgeiz der Kolonialregierung, eine totale Herrschaft über Deutsch-Ostafrika zu errichten, bestand die den deutschen Missionsgesellschaften anvertraute Rolle darin, den Jugendlichen eine Schulbildung zu vermitteln, die sie auf die Koloniarbeit vorbereitete und nicht ihren Geist und ihre Intelligenz erweckte.

Eine solche Arbeit, die das wesentliche Element der evangelischen Mission, nämlich die Vermittlung des Evangeliums, nicht berücksichtigte, konnte die Erwartungen der deutschen Missionsgesellschaften nicht erfüllen. Was steht angesichts der unter guten Vorzeichen begonnenen Zusammenarbeit in der Schulpolitik sowohl für die Kolonialverwaltung als auch für die evangelische Mission in Deutsch-Ostafrika auf dem Spiel?

Unsere Studie soll die Herausforderungen der Schulpolitik in Deutsch-Ostafrika beleuchten, die den Divergenzen zwischen der evangelischen Mission und der Kolonialregierung zugrunde lagen. Zu diesem Zweck sind in einem ersten Teil den Aufruf der Kolonialregierung an deutsche protestantische Missionsgesellschaften nach der Gründung der Kolonie Deutsch-Ostafrika zu untersuchen, und in einem zweiten Teil die Divergenzen zwischen der Kolonialverwaltung und der protestantischen Mission in schulpolitischen Fragen darzustellen, in einem dritten Teil die schulpolitischen Herausforderungen der evangelischen Mission und der Kolonialverwaltung Deutsch-Ostafrikas aufzuzeigen.

1. Aufruf der Kolonialregierung an deutsche protestantische Missionsgesellschaften nach Gründung der Kolonie Deutsch-Ostafrika

Bis zum Beginn der deutschen Kolonialisierung in Ostafrika ab 1885 arbeiteten deutsche protestantische Missionsgesellschaften noch an der Seite der englischen Mission, bevor sie im

Namen eines gewissen Nationalbewusstseins aufgefordert wurden, die deutsche Kolonialisierung zu begleiten.

1.1. Entstehungsgeschichte der deutschen protestantischen Missionsgesellschaften

Wenn es wahr ist, dass die Gründungen von deutschen protestantischen Missionsgesellschaften aus dem Konsens um die vereinigte protestantische Kirche in Preußen aufeinander hervorgegangen waren, wurden ihre Ziele grundsätzlich auf die Verbreitung des Evangeliums unter den heidnischen Völkern in Übersee ausgerichtet. Dies folgte der Etablierung der protestantischen Kolonialmächte Holland, England und Dänemark in Übersee Ende des 17. Jahrhunderts, in dem das Interesse für die ‘‘äußere Mission‘‘ zu wachsen begann. Und eine der ersten protestantischen Gemeinschaften, die sich die äußere Mission zur Aufgabe machte, war die Dänisch-Hallesche Mission³. (Vgl. H.W. Gensichen, 1961: 17). Die Mission hatte die Franckeschen Stiftungen⁴ damit beauftragt, die neuen Kandidaten für die äußere Mission auszuwählen und auszubilden und sie in die dänischen Kolonialgebiete zu schicken, und dort ihre Botschaft dort zu verkünden. In dieser Hinsicht wurden am 9. Juli 1706 zwei Berliner Missionare, Bartholomäus Ziegenbalg und Heinrich Plutschau, vom dänischen König⁵ in Tranquebar (Handelskolonie vom Südostindien) unter dänischer Herrschaft entsandt. Diese beiden frommen Missionare begannen ihre Missionsarbeit als erste evangelische Missionare und spielten dabei eine entscheidende Rolle bei der Ausbreitung der protestantischen Mission, so dass ihre Handlungen als Ausgangspunkt für die protestantische Missionstätigkeit bezeichnet werden können. Über die Mission in Tranquebar wird anerkannt, dass die ersten evangelischen Missionare, die dorthin gingen, Deutsche waren, wie aus der folgenden Erklärung hervorgeht:

Thus we have assumed that on the 17.th century up to the arrival of Ziegenbalg and Henry Plutschau in Tranquebar, nothing was done which could be even charitably called the beginning of mission work. Church history, therefore, holds fast to the date 9th of July 1706 as the noteworthy event, when the missionaries came to India as the first Evangelical Missionaries and that with them the mission works of the Evangelical Church begin on Indian Soil. (R.Thomson, 2023: 809)

Nachdem sich das Missionsunternehmen niedergelassen hatte und auch eine entscheidende Voraussetzung für die Entwicklung evangelischer Missionstätigkeit geschaffen hatte, schloss

³ Bei der Dänisch- Halleschen Mission handelte sich um das erste Missionsunternehmen in der protestantischen Kirchengeschichte.

⁴ Die Franckeschen Stiftungen wurden 1695 von August Hermann Francke als pietistische Bildungseinrichtung gegründet, denen pädagogische Anstalten sowie Wirtschaftsschulen und Handelsunternehmen angegliedert wurden.

⁵ Der dänische König Friedrich IV. (1699-1730) wollte die protestantische Religion ins Ausland verbreiten, insbesondere unter den Tamilen in Tranquebar. Deshalb schickte er eine dänische Missionarsgruppe aus, damit sie sich exklusiv mit der heiligen Lehre befassen. Die Missionarsgruppe bestand hauptsächlich aus Deutschen.

sich ein zweites Kontingent deutscher Missionare (ca.50) dem ersten an. Erst später nahmen eine Reihe von protestantischen Missionen wie Church Missionary Society (CMS) und London Missionary society (LMS) aus Großbritannien ihre Arbeit in verschiedenen Teilen von Indien auf. Da die Dänisch-Hallesche Mission der Ursprung der protestantischen Mission in der Region war, blieb sie im Auge der Missionsgesellschaften englischer Herkunft ein Bezugspunkt, auch wenn diese die Bezeichnung Dänisch-Englisch-Hallesche annahmen. Mit dem Ziel, das missionarische Projekt lebensfähig zu machen, hatten sich alle Missionare unabhängig von Staatsangehörigkeit auf das gemeinsame Unternehmen der Mission eingelassen. Die Grundlage dieser Interaktion basierte auf den Verbindungen zwischen der reformierten Nationalkirche in Dänemark, dem lutherischen Pietismus in Halle und der anglikanischen Staatskirche in England.

Was der evangelischen Mission als Ganzes ermöglichte, über ein Jahrhundert lang, nämlich zwischen 1706 und 1845, in der dänischen Kolonie Tranquebar zu arbeiten, war, dass sie von reformierten Kreisen in Dänemark, von Vertretern des Pietismus in Halle und von der anglikanischen Society for Promoting Christian Knowledge (SPCK) unterstützt wurde. Zu Beginn des 19. Jahrhunderts aber schwächten politische Probleme und Kriege (Napoleonische Kriege über Deutschland und Dänemark 1808 -1812) europäische Staaten so sehr, dass Dänemark seine Kolonie an Großbritannien verkaufte. Da sich diese Umstände negativ auf die technischen und wirtschaftlichen Bedingungen in Europa auswirkten, kam es für die Missionare und die von ihnen abhängigen Institutionen⁶ zu einem drastischen Rückgang der Unterstützung. Ab dem Zeitpunkt, als die dänische Kolonie unter englischer Herrschaft kam, wurden die ausländischen Missionsgesellschaften parallel dazu von Church Missionary Society und London Missionary Society betreut. (Vgl. Heike, 2010: 7). Um sich im lokalen Kontext weiterzuentwickeln, hielt es die anglikanische Mission daher für nützlich, einerseits ständige Beziehungen zu den dänischen Behörden und den europäischen Glaubensgenossen zu pflegen, andererseits intensive Kontakte mit den einheimischen Führern zu pflegen.

In dieser neuen Ära, die von der Vorherrschaft der anglikanischen Mission in Indian geprägt war, wurde die Missionsarbeit vor Ort fortgesetzt und sollte sich auf die anderen englischen Kolonien ausdehnen, nämlich in Afrika, wo die missionarische Zusammenarbeit noch eine große Zukunft vor sich haben sollte.

⁶ Jede der drei Institutionen verfügte über eigene Netzwerke, die jeweils dem Missionstrieb zur Verfügung gestellt wurden. Dazu gehörten auch Spender- und Unterstützerverkreise, die in Kopenhagen, Halle und London rekrutiert und gepflegt wurden.

1.2. Über das Interesse der Kolonialverwaltung von Deutsch-Ostafrika an den deutschen protestantischen Missionsgesellschaften

Fast überall, wo sich die Kolonien gegründet wurden, gab es auch die christliche Mission, die sich dann ausbreitete, indem sie Missionsstationen errichtete, um dort ihre Missionsaktivitäten durchzuführen, was sicherlich den Interessen der Kolonialmacht zugutekam. Durch das steigende Interesse der Missionierung entsandte die evangelische Church Missionary Society (CMS) deutsche Missionare ins Ostafrika, deren Ziel es war, viele Missionsstationen dort zu errichten. 1844 wurde der allererste deutsche Missionar namens Ludwig Johann Krapf von der Church Missionary Society nach Sansibar (Ostafrika) gesandt. Vor diesem wichtigen Ereignis erkannte schon der Prinz Seyyid Said von Sansibar Deutschland als Handelspartner an, obwohl es keine koloniale Macht über ihn ausübte. (Vgl. Weltblick, 2021: 16).

Im Rahmen der Handelspartnerschaft heiratete der Hamburger Kaufmann Rudolph Heinrich Ruete eine der Prinzessinnen vom Sultan, Salima Bin Said. Nach dem Erfolg der ersten Expedition wurden einige Jahre später ein zweites Kontingent deutscher Missionare im Auftrag der CMS ausgesandt. Es bestand aus Johannes Rebmann (im Jahr 1846) und Johann Jakob Erhardt (im Jahr 1849). Seit ihrer Ankunft spielten die deutschen Missionare eine wichtige Rolle bei den Völkern, angefangen bei den zahlreichen Studien über die Bevölkerung. Dazu führten sie den Dialog ein und bauten ein Vertrauensverhältnis zu den Menschen auf. (Vgl. A. Chanson, 2012). Eine solche Vorarbeit der deutschen Missionsgesellschaften im Auftrag der englischen Institutionen konnte den Interessen der britischen Kolonisierung nur dienlich sein. In Anbetracht des Erfolgs dieser Zusammenarbeit stellt man fest, dass die deutschen Kolonialherren sich am britischen Modell orientieren wollten, insofern es die Kooperation mit Mission festschreibt. (Vgl. H. Gründer, 2001: 30)

Als der deutsche Imperialismus mit der Entstehung des Deutschen Reiches 1871 seinen Höhepunkt erreichte, wurden viele Rufe nach Gründung von Kolonien in Übersee laut. Diese Situation begünstigte das Erwachen eines verschärften Nationalbewusstseins im Reich, das seinerseits die etwas früher begonnene Kolonialbewegung beschleunigte⁷. Es scheint angemessen hinzuweisen, dass bis zum offiziellen Erwerb der Kolonie Deutsch-Ostafrika, d. h. am Tag nach der Berliner Konferenz 1884-1885, die deutschen protestantischen

⁷ Ab 1880 war die deutsche Kolonialbewegung in voller Blüte und entwickelte sich in verschiedene Strömungen, was 1882 zur Gründung des Deutschen Kolonialvereins führte, dann 1884 zur Gründung der Gesellschaft für Deutsche Kolonisation. Zu diesem Zeitpunkt waren sich die Mitglieder einig, dass die Voraussetzungen gegeben waren, Kolonialgebiete zu finden und eine Expedition zu deren Erwerb zu finanzieren. (Vgl. Bückendorf, 1997: 211)

Missionsgesellschaften für ausländische Institutionen anderer Kolonialmächte wie England missionierten. Es soll daran erinnert werden, dass im 18. und 19. Jahrhundert der Präsenz ausländischer Missionare der Genehmigung der Regierungen vom Kolonialgebiet bedurfte.

Vor dem Hintergrund dieser historischen Realität ist es interessant zu wissen, dass der Erwerb von Territorien für die Kolonie Deutsch-Ostafrika das Werk privater Initiativen war, die 1884 vom Deutschen Reich unterstützt wurden. Dies impliziert, dass die Ankunft der deutschen Missionen in Ostafrika nicht von den deutschen Siedlern ausging, sondern dort dank der ausländischen Missionare britischer Kolonialmacht. Davon abgesehen, konnte ihre Tätigkeit für die englische Kolonisierung nur von Vorteil sein.

Von diesem Zeitpunkt an, so der Germanist Adja (2009: 15) wurden viele Stimmen laut, die empfahlen, dass alle deutschen Missionare in Afrika eng in das deutsche Kolonialwerk eingebunden werden sollten. Aus diesen Worten kann man schließen, dass Anspielung auf den Verdienst der deutschen Mission gemacht wird, die Otto Pfeleiderer in seinem Vortrag von 1885 mit dem Titel *Die Erzieherische Aufgabe der christlichen Kulturvölker an der nichtchristlichen Menschheit* wie folgt beschrieben hat: Es ist eine anerkannte Tatsache, dass deutsche Missionare sich von englischen und amerikanischen Missionaren besonders durch ihre bemerkenswerten Fähigkeiten bei der erzieherischen Arbeit mit indigenen Naturvölkern unterscheiden.⁸ Davon ausgehend, versuchten die deutschen Kolonialisten nach der Gründung von Deutsch-Ostafrika, sich mit den deutschen Missionen vor Ort anzuschließen, zumal diese in der Lage waren, Möglichkeiten zu schaffen, die die Herausforderungen der kolonialen Kultur einbeziehen.

Angesicht der Notwendigkeit, die deutsche Kolonialmacht in Ostafrika zu erweitern und zu stärken, rief die deutsche Kolonialverwaltung vom Deutsch-Ostafrika im Namen des in Deutschland entstandenen Nationalismus⁹ zur Teilnahme deutscher Missionsgesellschaften auf, vor allem, weil sie langjährige Erfahrung im Umgang mit einheimischen Völkern hatten, was ihnen die Arbeit erleichtern würde. So erwies sich das Zusammenbringen von

⁸ Es ist eine anerkannte Tatsache, dass deutsche Missionare sich von englischen und amerikanischen Missionaren besonders durch ihre bemerkenswerten Fähigkeiten bei der erzieherischen Arbeit mit indigenen Naturvölkern unterscheiden. Diese Aussage ist Auszug aus dem Text des Vortrags, den Pfeleiderer am 30. September 1885 in Mannheim anlässlich der Jahreskonferenz des Evangelischen Missionsverbandes hielt, in: ANT FA / 560, S.78.

⁹ Im Jahre 1885 hatte der Nationalismus in Deutschland zugenommen und drang in die Missionsgesellschaften ein, von denen einige die Kolonisierungspläne der Deutsch-Ostafrikanischen Gesellschaft (DOAG) direkt unterstützten. Danach gründete die DOAG zwei Missionsgesellschaften (Evangelisch-Lutherische Mission für Ostafrika und Berlin III), die ihre kolonialen Interessen unterstützten.

Kolonialismus und Mission als besonders interessant, weil die Missionare Jahrzehnte lang mit einheimischen Völkern zusammengelebt hatten.

2. Die Kolonialverwaltung und die evangelische Mission Deutsch-Ostafrikas: von der Kooperation zu den Divergenzen über die Schulpolitik

Der Wunsch nach einer besseren Ausbeutung der neu erworbenen Besitzungen für das Deutsche Reich erforderte die Unterstützung aller Kräfte, nämlich die deutsche Mission, deren Beiträge durch die in der Missionsarbeit gesammelten Erfahrungen einen Mehrwert für die deutsche Kolonialpolitik darstellen werden. Bei der Behandlung des Themas Schulpolitik traten jedoch die ersten Divergenzen zutage.

2.1. Die Kooperation zwischen der deutschen Kolonialverwaltung und der evangelischen Mission auf dem kolonialen Umfeld Deutsch-Ostafrika

Selbst wenn lange Zeit die Mission als Vorhut kolonialer Eroberung gesehen wurde (H. Gründer, 1982: 65), ist es zu beachten, dass es in anderen Kolonien oder Gebieten eher die Kolonialverwaltung war, die den christlichen Missionen das Bett bereitete, indem sie ihre Ansiedlung förderte oder sie mit offenen Armen empfing, auch wenn sie nicht eingeladen waren. (K. Adja, 2008: 129-144). Das war genau der Fall in Ostafrika, wo die deutschen Missionsgesellschaften schon lange mit den englischen Missionaren zusammenarbeiteten und aufgefordert wurden, sich der deutschen Kolonialisierung anzuschließen.

Da die englische Kolonisation in großem Umfang von der Arbeit deutscher Missionsgesellschaften profitierte, einigte man sich auf Seite deutscher Kolonialverwaltung, dass ihre Erfahrung zur Konsolidierung der jungen Kolonie beitragen würde. Das hat die kaiserliche Regierung sehr treffend verstanden, deshalb forderte sie eine systematische Kooperation, denn die einheimische Bevölkerung hatte großes Vertrauen in die Missionare. Dies lag daran, dass die deutschen Missionare die Einheimischen kennengelernt hatten.

In der Praxis stieß das Missionsunternehmen häufig auf den manchmal gewalttätigen Widerstand der einheimischen Bevölkerung, den die koloniale Macht überwinden konnte, damit die Missionsgesellschaften sich niederlassen konnten. Das bedeutete, dass keine Handlungen toleriert werden durften, die die Sicherheit ihrer Landsleute sowie die Kolonialinteressen gefährden könnten. In deutschen Propagandakreisen wurde der Diskurs über die Beteiligung der Mission an der kolonialen Arbeit laut, während dessen der Historiker Klaus

Bade die Kolonialmission¹⁰ formulierte und gleichzeitig betonte, dass Mission und Kolonisation Hand in Hand gehen müssten, um die Kolonialgebiete effektiv auszubeuten.

Von hier aus ist es offensichtlich, dass die sich abzeichnende enge Zusammenarbeit zwischen Kolonisierung und Mission geeignet sein würde, die einheimische Bevölkerung "zu ergebenen, gewissenhaften und daher leicht zu regierenden Untertanen" zu machen, auch in Bezug auf die verschiedenen Motive und Wege. In jedem Fall war es auch ein wesentliches Element für die Ausweitung der evangelischen Tätigkeit, auf die die meisten Missionare angewiesen waren. Und zu diesem Zeitpunkt war das, was für die Mission wichtig war, ein sicheres Gebiet, das von der Kolonialmacht für die Ausweitung der Missionstätigkeit angeboten wurde.

Es ist leicht zu erraten, dass die Mission die deutsche Kolonisierung als Schutzmacht braucht, um ihre Aktivitäten erfolgreich durchführen zu können; daher ihr Engagement an der Seite der Kolonialherren. Gerade aus diesem Grund konnte die Kolonialpolitik den Missionaren entgegenkommen, zumal ihre Aktivitäten geschützt und begleitet werden sollten. Indem man dieser Annäherung auf beiden Seiten zustimmte, legte man de facto den Grundstein für eine gemeinsame Kraft, die in der Lage war, jede Opposition zu überwinden, die die Verteidiger der deutschen Kolonisierung herbeiwünschten. Dies bedeutete, dass sich die Missionsgesellschaften beim Betreten der Kolonialszene an die koloniale Rhetorik anpassen sollten und versuchen, ihre eigenen Ziele damit zu verbinden. Deshalb wurde alles auf die Förderung der Kolonisierung und Missionierung in den neuen Gebieten von Deutsch-Ostafrika ausgerichtet.

Da die enge Beziehung zwischen Missionsgesellschaften und Kolonialherren auf beiden Seiten zu positiven Ergebnissen geführt hatte, nahmen ab 1891 die meisten evangelischen Missionsgesellschaften ihre Arbeit in der Gesamtkolonie Deutsch-Ostafrika auf.

Als sich die Missionsgesellschaften jedoch der Effektivität ihrer Ansiedlung bewusst wurden, begannen sie, sich von den Methoden der kolonialen Politik zu distanzieren, indem sie forderten, dass diese eine christliche Behandlung der lokalen Bevölkerung annahm. Angesichts dieser Haltung kann man sich vorstellen, dass die Missionsgesellschaften sich nicht mehr vorschreiben lassen wollten, welchen Weg sie in ihrem Wirkungsbereich einschlagen sollten. Als ob man sich eines lästigen Partners entledigen wollte, wurde auf Seiten der Mission keine

¹⁰ Der Kolonialhistoriker Klaus Bade formulierte den Begriff "Kolonialmission", mit dem er die Fähigkeit der Mission beschrieb, die politischen Bedingungen zu schaffen, die für die Kolonialisierung günstig waren, die sie aber auch brauchte, um mehr und dauerhafter zu gedeihen.

ständige Unterstützung durch die Kolonialbehörden mehr gewünscht. Einige Missionare zögerten sogar, sich in politische Angelegenheiten einzumischen, obwohl sie die Kolonialherrschaft nicht in Frage stellten, sondern eine menschenwürdige Behandlung der einheimischen Bevölkerung forderten. Solche Meinungsverschiedenheiten, die man vielleicht nicht vorhergesehen hatte, können Unterschiede in Bezug auf Werte, Prinzipien und Visionen offenbaren, was eine schwierige Zusammenarbeit erwarten ließen. Diese Krise machte auch vor der Bildungsfrage nicht halt, von der sich die Kolonialregierung viel versprach, weil sie das Schulsystem als Mittel der Herrschaft betrachtete, das zur Verbreitung des Geistes und der Kultur der Kolonialmacht beitragen würde.

Durch die Übertragung der Schulleitung an die Mission war klar, dass die Kolonialverwaltung hohe Erwartungen an die Missionsschule hatte, die kolonialfreundliche Individuen ausbilden würde, was Westermann folgendermaßen begründete:

weil die Missionare wie kein anderer Europäer mit den Eingeborenen Fühlung haben, so fällt ihnen ganz besonders die Aufgabe zu; sie sind die natürlichen Vermittler zwischen den Europäern und den Eingeborenen, die Überleiter von den alten zur neuen Zeit. (D. Westermann, 1909: 113)

Offensichtlich wollte die Kolonialverwaltung, dass die Missionsgesellschaften eine Rolle spielten, die ausschließlich den Interessen der deutschen Kolonialisierung diene. Eine solche Funktion würde jedoch dazu führen, dass sie eine Haltung einnehmen, die die Umsetzung der evangelischen Mission behindern würde. Dieser Umstand offenbart die Haltung der Missionsgesellschaften, nur im Rahmen der evangelischen Mission zu arbeiten und die Mission vor einem möglichen Zugriff der Kolonialverwaltung zu bewahren.

Unter der Annahme, dass die Kolonialverwaltung eine potenzielle Bedrohung für die Arbeit der evangelischen Mission in Deutsch-Ostafrika darstellen könnte, ist es sinnvoll, daran zu erinnern, dass die Kooperation im Kolonialisierungsprozess, der 1884 begann, zur rechten Zeit kam, da die Kolonialbewegung mehr denn je auf den Beitrag der Missionare angewiesen war, um ihre Ausbreitung in diesem riesigen Gebiet Ostafrikas zu vervollständigen. Durch ihre Zustimmung zu dieser neuen Dynamik wurden die deutschen Missionare ermutigt, mit der Kolonialverwaltung von Deutsch-Ostafrika zusammenzuarbeiten, in der Gewissheit, dass die Missionsarbeit weiterhin Priorität hatte.

Offensichtlich brauchte die Kolonialregierung die Missionare aufgrund ihres Einflusses auf die einheimische Bevölkerung als Verbündete, um ihr koloniales politisches System zu stärken. Während die Kolonialregierung von den Missionsschulen eine minimale Schulbildung verlangte, die eine unterwürfige Arbeitskraft für den Fortschritt des Reiches zur Verfügung

stellte, waren die Missionare ihrerseits davon überzeugt, dass eine qualitativ hochwertige Bildung die unabdingbare Voraussetzung für die Annahme des Evangeliums sei. Es dauerte auch nicht lange, bis die ersten Divergenzen über die Schulpolitik auftauchten.

2.2. Unstimmigkeiten zwischen der Kolonialregierung und der evangelischen Mission über die Schulpolitik in Deutsch-Ostafrika

Um ihr missionarisches Ziel zu erreichen, beruhte die Verbreitung des Glaubens auf dem Prinzip einer effizienten Erziehung der Einheimischen; das war der Grund, warum die Missionsschulen ursprünglich für die Vermittlung des guten Wortes gegründet wurden. Auf dieser Grundlage war die Kolonialverwaltung bei der Umsetzung ihrer Kolonialpolitik in Deutsch-Ostafrika bereit, die Missionsschule für andere Zwecke einzusetzen, um daraus Profit zu ziehen. So lässt sich erahnen, dass die deutsche Kolonialverwaltung, als sie die evangelische Mission mit der Erziehung der lokalen Bevölkerung beauftragte, erwartete, dass diese Individuen ausbildeten, die den kolonialen Interessen dienten¹¹.

In jedem Fall hatte die deutsche Kolonialverwaltung die Entscheidung getroffen, die Missionsschule als Instrument einzusetzen, dessen Zweck letztlich darin bestand, die wirtschaftlichen Interessen des Deutschen Reiches zu sichern. Über die Schulbildung der schwarzen Jugend lautete die von der Kolonialverwaltung gepflegte Meinung wie folgt: Je mehr sich aber die Kolonie entwickelt, um so grösser wird sich auch für die Notwendigkeit herausstellen, der Regierung allerlei geschulte Leute (...) zu stellen. (M. Seeger, 1892: 328). Eine solche Erklärung beinhaltete bestimmte Verpflichtungen gegenüber den Bildungsbeauftragten, die die Missionare in der Kolonie waren, in Bezug auf die Vorbereitung der einheimischen Arbeitskraft, die zur Entwicklung der Kolonie beitragen sollte. Ohnehin war man seit Beginn der deutschen Kolonialbewegung der Meinung, dass die einheimische Bevölkerung die beste Förderung für die deutsche Wirtschaft sei.

Es ist wichtig zu beachten, dass die Erziehung zur Arbeit der einheimischen Bevölkerung nur durch die Einführung von Zwangsmaßnahmen möglich war, da die deutschen Kolonialherren über die Politik, die Wirtschaft und die Menschen vor Ort entschieden. Die Schule wurde implizit mit der wichtigen Aufgabe betraut, die Einheimischen zur Arbeit zu erziehen, was nur der deutschen Kolonialisierung zugutekommen konnte.

¹¹ Da die deutsche Regierung der Meinung war, dass die christlichen Missionen die einzigen waren, die die Menschen an die Kolonialherrschaft heranführen konnten, übertrug sie ihnen die Aufgabe, der lokalen Bevölkerung die europäische Kultur und Zivilisation näher zu bringen, insbesondere durch die Schularbeit in den Stationen.

Infolgedessen konnte die Zusammenarbeit zwischen Missionaren und Kolonisatoren angesichts ihres unterschiedlichen Verständnisses der Mission einerseits, und der Unterschiede in ihren Beziehungen zu den einheimischen Völkern andererseits, nicht ohne Schwierigkeiten fortgesetzt werden. Deshalb lehnten viele Missionsgesellschaften im Laufe der Zeit bestimmte Praktiken und Haltungen der Kolonialisten¹² ab. Es ist also ganz klar, dass eine solche Stellungnahme in der Beziehung zwischen Mission und Kolonialismus die Grenzen des Religiösen und dessen, was Teil der christlichen Mission ist, festgelegt hat.

Diese unterschiedlichen Ansichten zwischen der Kolonialregierung und den Missionaren führten zu einer Kristallisierung der Beziehungen zwischen den beiden Parteien. Tatsächlich waren die Ziele im Bereich der Bildung nicht unbedingt gemeinsam. Denn, während die Kolonialregierung verlangte, gute und loyale Untertanen des Deutschen Reiches auszubilden, wollten die Missionsschulen evangelisieren. Und wie oben bereits erwähnt, wurden die Missionen als ein Instrument der Kolonialisierung betrachtet, dessen Lehrplan den Zielen der Kolonialverwaltung entsprechen sollte. Doch stattdessen nahm die Mission eine deutlichere Unterscheidung in der Ausrichtung der Schulpolitik vor, denn sie war stets der Ansicht, dass der Religionsunterricht das wirksamste Mittel zur Erreichung ihrer Ziele sei. Ausgehend von dieser¹³ Haltung, wird deutlich, dass sich die christlichen Missionen in Deutsch-Ostafrika gerade erst ihres Einflusses auf die Schulpolitik bewusst wurden, sodass sie den Unterricht und die Alphabetisierung so weit wie möglich ausbauten. Es dauerte nicht lange, bis auf kolonialer Seite Stimmen laut wurden, die den Streit anheizten, dass die deutschen protestantischen Missionare die Arbeit in Deutsch-Ostafrika durch ihre "intriganten Treiben" behinderten und störten. (*Allgemeine Zeitung von Juli 1890*). Durch diese Dissonanz, die ein Symbol für eine tiefe Divergenz in der Schulpolitik war, deren sichtbares Zeichen die herausragende Stellung der Religion war, könnte nach Ansicht der deutschen Kolonialherren ihre Ambitionen untergraben.

Doch darüber hinaus war das Mindeste, was man sagen kann, ein klarer Wille der Mission, ihre eigenen Ziele in den Vordergrund zu stellen und dabei ihren Grundprinzipien treu zu bleiben, auch wenn sie Gegenleistungen für den ihr gewährten Schutz nicht ausschloss. Dementsprechend weigerte sich die protestantische Mission, ihre Zukunft an das

¹² Angesichts der kolonialen Skandale protestierten die Missionare gegen eine zu harte Anwendung der Zwangsarbeit, so dass sie manchmal als "Anwälte" der Schwarzen angesehen wurden.

¹³ Herrmann von Wissmann war Offizier und Gouverneur von Deutsch-Ostafrika. Die kaiserliche Regierung verlieh ihm den Auftrag, den Widerstand der ostafrikanischen Küstenbevölkerung gegen die Deutsche Ostafrika-Gesellschaft niederzuschlagen, den er bis 1890 erfüllte

Kolonialsystem zu binden und ihren unabhängigen Charakter gegenüber der Kolonialregierung zu bekräftigen¹⁴, wie aus dem Folgenden hervorgeht:

Auf dem Jahresfest von 1892 wurde deutlich zum Ausdruck gebracht, dass man bezüglich der Übernahme [Missionstätigkeiten] sich weder in den Dienst der deutschen Kolonialverwaltung stellen werde, noch es auf eine Verflechtung der missionarischen Arbeit mit kolonialen Interessen ankommen lassen wolle. (*Evangelisch-Lutherisches Missionsblatt*, 1892: 194).

Wenn die Mission zu diesem Zeitpunkt nicht mehr wollte, sich in den Dienst irgendeiner Kolonialpolitik zu stellen, liegt es daran, dass sie in ihr eine Gefährdung für die Förderung der Missionstätigkeiten sah.

Angesichts der Unfähigkeit, die evangelische Mission in dieser Krise, die das Kolonialsystem in Deutsch-Ostafrika zu schwächen drohte, zu beugen, begann die Kolonialabteilung 1891 mit der Gründung von Regierungsschulen als vaterländisches Unternehmen¹⁵, was im Dezember 1892 zur Eröffnung der ersten Schule dieser Art führte.

Aus den obigen Ausführungen geht hervor, dass es aufgrund der Divergenzen zwischen der evangelischen Mission und der Kolonialmacht über die Ausrichtung der Schulpolitik dazu kam, dass in der Kolonie Deutsch-Ostafrika zwei Schularten geschaffen wurden: die Missionsschulen und die Regierungsschulen.

3. Die schulpolitischen Herausforderungen der evangelischen Mission und der Kolonialverwaltung in Deutsch-Ostafrika

Die Divergenzen zwischen der protestantischen Mission und der Kolonialmacht über die Ausrichtung der Schulpolitik führten dazu, dass in Deutsch-Ostafrika zwei verschiedene Schultypen (Missionsschulen und Regierungsschulen) eingerichtet wurden. In diesem Kampf, der durch die Existenz der beiden Schultypen symbolisiert wird, ist es offensichtlich, dass auf beiden Seiten nicht die gleichen Herausforderungen geteilt wurden. Doch was rechtfertigte eine solche Entschlossenheit, eine eigene Schulpolitik umzusetzen und was stand auf dem Spiel?

3.1. Herausforderungen der Schulpolitik für die evangelische Mission

Die evangelische Mission wurde durch die Übernahme der Leitung der Abteilung für die Bildung der einheimischen Bevölkerung ermutigt, mit der Kolonialverwaltung von Deutsch-Ostafrika zusammenzuarbeiten, in der Gewissheit, dass die Missionsarbeit weiterhin Priorität

¹⁴ Die engagiert kritische Haltung des Missionsinspektors Franz Michael Zahn, der sich der Unterordnung der Missionsschulen unter koloniale Interessen widersetzte, war dem Kaiserlichen Kommissar natürlich tief zuwider (Vgl. W. Ustorf, 1989: 245).

¹⁵ Die Kolonialverwaltungen unterhielten Regierungsschulen unter Leitung deutscher Lehrer.

hatte. In diesem Ansatz und aufgrund ihres christlichen Charakters sollte die Missionsschule auf der Grundlage der in der Schulpolitik der Mission festgelegten Ziele an der geistigen und moralischen Hebung der einheimischen Völker arbeiten. Als Seele der Mission betrachtet, entfachte die Schule eine Dynamik, die den ursprünglichen Zielen der Mission, nämlich die Verbreitung des Evangeliums, berücksichtigte. Folglich musste sich auch das Bildungsangebot von dem der Kolonialregierung unterscheiden, da es bestimmte Ziele verfolgen sollte.

So wurde auf Seiten der evangelischen Mission der Schwerpunkt auf eine gründliche Ausbildung gelegt, die das Verständnis des Evangeliums sicherstellen konnte. Angesichts ihrer offensichtlichsten Interessen setzte die evangelische Mission alles daran, die Erreichung des wesentlichen Ziels, den Glauben zu verbreiten, zur Realität werden zu lassen. Für die Mission war dies die einzige Bedingung, unter der sie ihr Werk dauerhaft sichern konnte¹⁶.

Entsprechend der Praxis sollte die Missionsschule eine effiziente und umfassende Ausbildung vermitteln, die es dem Einzelnen ermöglicht, das Evangelium zu begreifen, damit er zur Entwicklung des Missionswerks beitragen kann, was der Missionstheologe F. M. Zahn wie folgt zusammengefasst hat:

wir wollen unserem Volke die Bildung geben, ohne welche wohl ein Mensch seelig werden, aber kein selbständiger Christ sein kann u. ohne welche eine selbständige Kirche nicht dankbar ist. Und wir wollen, da doch höhere Bildung dem Volke zuströmt, dafür sorgen, dass diese nicht religionslos u. nicht christentumsfeindlich u. wie wir jetzt hinzusetzen, evangeliumsfeindlich sei. (W. Ustorf, 1989: 249)

Das Hauptanliegen, das hier betont wurde, war nicht mehr und nicht weniger als eine Erziehung, die weitgehend auf der Bildung einer christlichen Persönlichkeit basierte, was bedeutete, dass, obwohl die "Erziehung zur Arbeit" in Bezug auf die "Zusammenarbeit" mit der Kolonialisierung wichtig war, der Schwerpunkt auf den religiösen Aufgaben der Mission liegen sollte. In dieser Logik basierte der Unterricht in den Missionsschulen größtenteils auf religiösen Fächern, was bewies, dass die Missionare ihre eigene Agenda hatten, wie die folgenden Aussagen belegen: "Die Missionsschule hat einen christlichen Charakter: Die Missionsschule trägt einen christlichen Charakter und arbeitet als christliche Volksschule an der geistigen und moralischen Hebung des Volkes. (C. Adick, W. Mehnert, 2001:85). Man kann leicht verstehen, dass dies die einzige Bedingung war, unter der die Mission den Fortbestand ihres Werkes sichern konnte. Um all dies zu festigen, legte die Missionsschule daher auch Wert auf eine

¹⁶ Die evangelische Missionsgesellschaft für Deutsch-Ostafrika ist eine Vereinigung evangelischer Christen, welche den Zweck verfolgt, den in den Kolonien der deutsch-ostafrikanischen Gesellschaft wohnhaften Heiden das Evangelium zu verkünden.

qualifizierende Ausbildung und trug so zur sozialen Förderung des Einzelnen bei. In diesem Zusammenhang ist festzuhalten, dass die protestantische Mission im Streben nach Autonomie¹⁷ der Schwarzen darauf bestand, dass nur die Erziehung zur Selbstständigkeit oder Lohnarbeit als Handwerker oder Landwirt nach europäischem Vorbild es den einheimischen Christen in Afrika ermöglichen würde, selbst zu versorgen und damit zum Unterhalt ihrer Kirche beizutragen.

So offensichtlich es auch scheinen mag, war das Wohlbefinden der Einheimischen ein zentrales Anliegen der Missionare, auch wenn man zugeben muss, dass sie darauf vorbereitet waren, nur als Helfer der Missionare zu fungieren.

Obwohl es wahr ist, dass die Bildungsfrage von Anfang an der evangelischen Mission anvertraut wurde, sollte man sich aber nicht zu sehr täuschen, denn jedes Kolonialsystem entspricht kulturellen, wirtschaftlichen und politischen Herausforderungen.

3.2. Herausforderungen der Schulpolitik für die Kolonialverwaltung

Bei der Einladung der deutschen Missionsgesellschaften zur Verwirklichung des kolonialen Projekts in Deutsch-Ostafrika erwartete die Kolonialregierung, dass die empfohlenen Maßnahmen der kolonialen Politik auf einem breiten Konsens der Parteien beruhen, denn dies würde insgesamt gute Aussichten für die Kolonialherrschaft gewährleisten. Unter Berücksichtigung dieses Paradigmas ist es also durchaus verständlich, dass die Kolonialregierung den Lehrplan der Missionsschule nicht gedeihen lassen konnte, da er nicht Träger der Kolonialisierung war und auch eine potenzielle Gefahr im Kontext der kolonialen Herrschaft und Ausbeutung für das Deutsche Reich darstellte. Für die deutsche Kolonialverwaltung war nur das zulässig, was ihren ursprünglichen Absichten entsprach: die Erziehung zur Arbeit, die mit einem gewissen Zwang einhergehen musste, zugunsten der deutschen Wirtschaft.

Die Angst der Kolonialherren vor einer gründlichen Ausbildung der einheimischen Bevölkerung war durchaus gerechtfertigt, denn sie trägt zur Bildung von Eliten bei, in denen sich das Bewusstsein herausbildet; und genau ist es dieses mächtige Mittel, das die Mentalität der Menschen bereichert, durch die es zu einer tiefgreifenden Veränderung des sozialen

¹⁷ Autonomie für die Schwarzen bedeutete hier: eine sich selbst unterhaltende, selbst regierende und selbst ausbreitende Volkskirche. Die Gemeinde sollte selbst die Mittel für ihren Lebensunterhalt aufbringen, ohne auf zusätzliche Spenden der Kirche in der Metropole angewiesen zu sein. Dem zweiten Prinzip entsprechend sollte sie nicht auf ausländische Missionare angewiesen sein, sondern über eine Hierarchie ausschließlich einheimischer Kräfte verfügen. Als drittes Prinzip könnte sie dann als entsendende Kirche ihre Missionare selbst rekrutieren.

Bewusstseins der Völker kommt, was generell zu Protesten, Forderungen oder Volksaufständen führt. Es ist offensichtlich, dass die Kolonialherren, trotz der militärischen Macht, über die sie verfügen konnten, Konflikte mit den einheimischen Völkern fürchteten.

Besessen von ihrem Macht- und Expansionswillen zugunsten des Deutschen Reiches wollte die Kolonialregierung, ohne das Risiko einzugehen, lokale Gegenkräfte entstehen zu lassen, so viel Macht wie möglich über die lokale Bevölkerung erlangen, die das koloniale Projekt gefährden würde. Aus diesem Grund lehnten sie das Bildungsprogramm der Missionsschule und die Notwendigkeit, Kontrolle über den dort erteilten Unterricht auszuüben, ab. Daraus wird gefolgert, dass die Bildungsexpansion exklusiv der deutschen Kolonialisierung zugutekommen sollte.

Man kann sich also vorstellen, dass sich die Bildungspolitik an die vielen Facetten der Kolonialisierung anpassen musste, indem sie Individuen vorbereitete, die in der Lage wären, die Interessen der Deutschen zu fördern. Daraus lässt sich schließen, dass die Schulpolitik, wie sie von der Kolonialregierung angestrebt wurde, ein Ökosystem mit doppeltem Effekt schaffen sollte: einerseits eine oberflächliche Bildung für Einheimischen und andererseits die Ausbildung von einer Arbeitskraft, die ihnen helfen würde, ihren politischen und wirtschaftlichen Handlungsspielraum zu bewahren und ihre Interessen zu verteidigen.

Schlussfolgerung

Die Analyse des Themas ließ uns zu dem Schluss kommen, dass es zwar eine natürliche und grundlegende Übereinstimmung über die Notwendigkeit der Kolonialisierung gab, dass aber tiefe Differenzen über die Schulpolitik offenbarten, dass jede Seite (Kolonialregierung) und (evangelikale Mission) die Schule instrumentalisierte, um ihre eigenen Ziele zu erreichen.

Um die menschlichen Ressourcen bei der Ausbeutung der Rohstoffe zugunsten der Wirtschaft des Deutschen Reiches effektiv einzusetzen, war es für die Kolonialverwaltung eine Priorität, die Schwarzen mit allen Mitteln zur Arbeit zu erziehen. Auch forderte die Kolonialregierung Bildungsbeschränkungen für Jugendliche, damit sich ihre Intelligenz nicht entwickelt, also ihre Psyche schwächt und dann nach dem Prinzip "Teile und herrsche" Menschen hervorbringt, die nicht denken können. Und erst in dieser Form galt die Kolonisierung als erfolgreiche Mission. Parallel dazu wurde die Verbreitung der Religion als Hauptaufgabe der Mission bevorzugt, wodurch die rein koloniale Mission in den Hintergrund gedrängt wurde. Diesbezüglich und auf der Grundlage des Prinzips einer umfassenden Bildung für die Einheimischen bestand die Herausforderung für die evangelische Mission darin, christliche Gemeinschaften zu schaffen,

die in irgendeiner Hinsicht autonom und in der Lage sein würden, das Missionswerk fortzusetzen. Gerade im Namen einer christlichen Moral dachte die Mission über eine umfassende Schulpolitik nach, bei der die Qualität der Ausbildung im Vordergrund stand. Es ging also um eine umfassende Bildung, die auch die Vermittlung von intellektuellen Kenntnissen und die Berufsausbildung berücksichtigte, die den individuellen sozialen Aufstieg förderten und so die Armut bekämpfen konnten. Kurzum waren Mission und Kolonisierung nur zwei gegebene Größen, die trotz all ihrer Unterschiede im Grunde nicht im Widerspruch zueinanderstanden, auch wenn die Kontroverse um die Schulpolitik die eine in der Rhetorik von der anderen entfernt zu haben schien.

Literaturverzeichnis

ADICK Christel, MEHNERT Wolfgang, 2001, *Deutsche Missions- und Kolonialpädagogik in Dokumenten. Eine kommentierte Quellensammlung aus den Afrikabeständen deutschsprachiger Archive*, Frankfurt am Main, IKO-Verl. für Interkulturelle Kommunikation, 485 S.

ADJA Kouassi Jules, 2009, *Evangélisation et colonisation au Togo : conflits et compromissions*, Paris, L'Harmattan, 230 p.

ADJA Kouassi Jules, 2008, « Franz Müller et William Wade Harris : Deux missionnaires aux destins croisés. Comparaisons, enjeux et implications », SLC Revue Ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication, n°2, p.129-144

ANT/FA1/560. Archives nationales du Togo – Fonds Allemand / Actes de l'administration centrale de la colonie. Entrée de la mission catholique de Steyl dans les activités missionnaires du Togo / Eintritt der katholischen Missionsgesellschaft zu Steyl in die Missionierung des Togo-gebiets (1892)

BADE Klaus, 1982, *Imperialismus und Kolonialmission. Kaiserliches Deutschland und koloniales Imperium*, Wiesbaden, Franz Steiner, 333 S.

BÜCKENDORF Jutta, 1997, „Schwarz-weiß-rot über Ostafrika!“ *Deutsche Kolonialpläne und afrikanische Realität*, Münster, Europa-Übersee. Historische Studien, Bd.5, 344 S.

CHANSON Aude, 2012, « Le kiswahili : une politique linguistique d'exception au Tanganyika », Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review, Nr.45, in : <http://journals.openedition.org/eastafrica/492> (consulté le 24.06.2023)

FABRI Friedrich, 1879, *Bedarf Deutschland Colonie? Eine politisch- ökonomische Betrachtung*, Gotha, S.108

GENSICHEN Hans-Werner, 1961, *Missionsgeschichte der Neueren Zeit*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 66 S.

GRÜNDER Horst, 2004, Koloniale Mission und kirchenpolitische Entwicklung im Deutschen Reich, in: *Christliche Heilsbotschaft und weltliche Macht. Studien zum Verhältnis von Mission und Kolonialismus*. Münster, Europa-Übersee. Historische Studien, Bd. 14, S. 209-226

GRÜNDER Horst, 1982, *Christliche Mission und deutscher Imperialismus. Eine politische Geschichte ihrer Beziehungen während der deutschen Kolonialzeit (1884–1914) unter besonderer Berücksichtigung Afrikas und Chinas*, Paderborn, Schöningh, 444 S.

LIEBAU Heike, 2010, *Die Dänisch- Englisch- Hallesche Mission (Tranquebarmission)*, in: URL: <http://www.ieg-ego.eu/liebauh-2010-de> URN: <urn:nbn:de:01590100921291> (21.06.23)

MAHALI Faustin Leonard, 2021, Eine tansanische Perspektive. Die Berliner Missionsgesellschaft in Ostafrika, in: *Weltblick Magazin Berliner Missionswerk*, Nr. 2

MAJIDA Hamilton, 2009, *Mission im kolonialen Umfeld. Deutsche protestantische Missionsgesellschaften in Deutsch-Ostafrika*, Göttingen, Universitätsverlag, 120 S.

Sechste kontinentale Missionskonferenz in Bremen, (1884), in: *Allgemeine Missions-Zeitschrift* N.11, Gütersloh, S. 309-320

SEEGER Matthäus, 1892, Gemeinsame Aufgaben der Mission und der Kolonialregierung im Togoland, in: *Evangelisches Missions-Magazin N. F. 36.*, Berlin und Darmstadt, Bibliothek der Deutschen-Friedrich-Schüler-Stiftung.

THOMSON Robi, 2023, «Tranquebar mission and protestant missionary Beginnings in India», *International Journal of Sciences and Researchs*, Volume 12, S. 808 - 814, (16.06.23)

Unser Jahresfest am 8. Juni 1892, in: *Evangelisch-Lutherisches Missionsblatt*, N.47, Leipzig, S. 193-224

URSTOF Werner, 1989, *Die Missionsmethode Franz Michael Zahns und der Aufbau kirchlicher Strukturen in Westafrika (1862-1900): eine missionsgeschichtliche Untersuchung*, Erlangen, Verl.d. Ev.-Luth. Mission, 337 S.

WESTERMANN Dietrich, 1909, Die evangelische Mission in den deutschen Kolonien, in: *Jahrbuch über die deutschen Kolonien*, Essen, SCHNEIDER (Hg.), 218 S.